

Pour un monde sans nucléaire

lundi 7 juillet 2008, par [GROUET Laurent](#), [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juillet 2008).

Sommaire

- [Non au deuxième EPR](#)
- [Antinucléaire : rassemblement](#)

La date du 12 juillet, jour du rassemblement européen pour un monde sans nucléaire, approche à grand pas. L'actualité dans ce domaine est, hélas, tristement chargée. Le 25 juin, un communiqué venant d'Allemagne annonçait une menace radioactive dans une mine de sel désaffectée en Basse-Saxe, reconvertie dans les années 1960-1970 en centre de stockage pour déchets radioactifs - entre 1967 et 1978, plus de 126 000 fûts de déchets radioactifs ont été stockés à cet endroit, sans grande précaution, les conteneurs ne pouvant plus être retirés pour contrôle ou pour tout autre usage. Depuis 1988, de l'eau s'infiltré dans la mine et fragilise ses parois. On craint donc que la radioactivité, dont le niveau est onze fois plus élevé que la normale, atteigne les nappes phréatiques.

Cette annonce suit celle du gouvernement français qui veut ouvrir un deuxième site d'enfouissement, après Bure, de déchets radioactifs. Les vingt départements menacés sont les Ardennes, l'Aube, l'Aveyron, le Cher, l'Eure, l'Indre, le Lot, la Marne, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, la Moselle, le Nord, l'Oise, le Pas-de-Calais, le Bas-Rhin, la Seine-Maritime, la Somme, le Tarn-et-Garonne et les Vosges. La vigilance est donc de rigueur dans tous ces départements, et il nous faut sans cesse rappeler que l'enfouissement est un acte criminel.

Quelques jours plus tôt, Fillon faisait une sortie intempestive, annonçant la construction d'un deuxième réacteur EPR, alors même que le chantier du premier EPR est arrêté pour cause de béton et d'armatures métalliques défectueux, et que la France continue d'être en situation globale de surproduction ! Cette annonce a un peu réveillé les ONG assoupies par le Grenelle de l'environnement, qui se sont déclarées « surprises » par cette nouvelle, alors même qu'elles avaient accepté de ne pas évoquer la question du nucléaire !

Depuis le 1^{er} juillet, le gouvernement français assure la présidence de l'Union européenne : la question énergétique en est un enjeu majeur. Après les mobilisations contre le réacteur EPR, en 2006 et 2007, le rassemblement européen du 12 juillet doit marquer un point contre le lobby du nucléaire. Le présentant comme une solution au changement climatique - un mensonge -, Sarkozy continue de promouvoir le nucléaire.

La LCR et les comités pour le nouveau parti anticapitaliste se doivent donc d'assurer une forte présence, le 12 juillet, à Paris, notamment pour signifier leur refus d'une politique énergétique dictée par les intérêts capitalistes, pour avancer leurs propositions en matière de service public de l'électricité sans nucléaire, ainsi que pour dénoncer la collusion de Sarkozy, des chefs d'État de l'Union européenne et des dictateurs du pourtour méditerranéen, rassemblés dès le lendemain, les 13 et 14 juillet, à Paris, pour mieux exploiter, réprimer les peuples de la Méditerranée et servir les intérêts du patronat.

RASSEMBLEMENT

« Pour un monde sans nucléaire », samedi 12 juillet, 14 h, place de la République. Porter si possible des habits jaunes (couleur du soleil et des énergies alternatives).

** Paru dans Rouge n° 2259, 03/07/2008.*

Non au deuxième EPR

Communiqué de la LCR

En déplacement au Creusot, jeudi 3 juillet, N. Sarkozy a annoncé sa décision de lancer la construction d'un deuxième EPR, confirmant ainsi une précédente déclaration de F.Fillon. Pour ceux qui ont cru au « Grenelle de l'environnement », c'est une cruelle déception. N. Sarkozy pratique la fuite en avant caractéristique d'un pouvoir hyperpersonnalisé. C'est une décision politique prise pour favoriser les intérêts économiques d'Areva et d'Arcelor-Mittal.

En effet, la France est déjà en situation de surcapacité nucléaire et ce n'est pas la production d'électricité d'origine nucléaire qui va résoudre la dépendance au pétrole dans le domaine du transport par la route, qu'il s'agisse d'automobiles ou de camions, ou bien qui va nous protéger de l'effet de serre.

Deux chantiers de construction d'EPR en panne ou qui ont subi de très gros retard devrait faire réfléchir le pouvoir politique : il s'agit de la Finlande et de Flamanville (malfaçon dans le béton et d'armatures métalliques défectueuses ou en nombre insuffisant).

En fait, N. Sarkozy s'est intronisé agent commercial du lobby pro-nucléaire et il compte bien utiliser la présidence française de l'Union européenne pour placer quelques contrats.

Confrontée à cette situation, la LCR appelle à se mobiliser largement le 12 juillet, à Paris, 14h Place de la République, à l'occasion d'un rassemblement organisé par le réseau « Sortir du nucléaire », pour un service public de l'énergie sans nucléaire et pour manifester le refus d'une politique énergétique dictée par les intérêts capitalistes.

Le 4 juillet 2008

Antinucléaire : rassemblement européen

À l'appel du réseau Sortir du nucléaire, un rassemblement européen est prévu, le 12 juillet 2008, à Paris (14 h, place de la République), pour dénoncer l'activisme pronucléaire de Sarkozy. Le 1^{er} juillet 2008, le gouvernement français présidera pour six mois l'Union européenne : la question énergétique, en particulier à travers la question du nucléaire, sera l'un des enjeux majeurs de cette présidence. Après les mobilisations contre le réacteur EPR, en 2006 (30 000 manifestants à Cherbourg) et en 2007 (60 000 manifestants dans cinq villes de France), ce rassemblement sera un moment très important dans la lutte contre le lobby du nucléaire.

Le lendemain du rassemblement, soit les 13 et 14 juillet, Sarkozy recevra à Paris des dizaines de chefs d'État de l'Union européenne et du pourtour méditerranéen, dont le dictateur libyen, M. Kadhafi, avec qui Sarkozy a récemment passé un accord prévoyant la vente d'une centrale nucléaire. Le président français continuera de promouvoir le nucléaire, en le présentant comme une solution au changement climatique, ce qui est un mensonge pur et simple.

Le nucléaire constitue un risque grave et avéré pour les générations présentes et futures. Alors que le chantier de l'EPR est arrêté - la pression sans cesse augmentée sur les salariés et la recherche d'économies sur les matériaux sont telles que le béton n'a pas la qualité requise et que les armatures métalliques sont déficientes -, il est plus que jamais l'heure de rappeler que seuls des investissements massifs dans les économies d'énergie, avec notamment un coup d'arrêt sur le tout-routier, et le développement des énergies renouvelables, sont réellement susceptibles de préserver efficacement le climat. La LCR devra être présente à ce rendez-vous, notamment pour avancer ses propositions en matière de service public de l'électricité sans nucléaire. Participons nombreux au grand rassemblement à Paris, le 12 juillet 2008 !